la consommation annuelle per capita du Royaume-Uni, des Etats-Unis et du Canada au taux de 70·8 livres. D'autres réductions des rations ont donc suivi les diminutions du premier trimestre de l'année, alors que la ration du consommateur avait été réduite légèrement de 2 livres toutes les quatre semaines à 2 livres chaque mois. Dans chacun des cinq mois de juin, juillet, août, octobre et décembre, la ration a été diminuée à 1 livre. L'allocation de 2 livres a été maintenue en septembre afin de permettre de faire une quantité maximum de conserves à la maison ainsi qu'en novembre pour faciliter la cuisson de Noël. La ration supplémentaire de sucre pour les conserves faites à la maison est demeurée inchangée à 10 livres par personne.

Les contingentements des usagers industriels ont diminué en janvier et de nouveau en juillet, de sorte que durant le deuxième semestre de 1945 ils détenaient les proportions suivantes de la consommation de 1941: boulangers, 60 p.c.; manufacturiers de biscuits et de céréales, 55 p.c.; autres, comme fabricants d'eaux gazeuses, de confiserie et de bonbons, 50 p.c. Les allocations aux fabricants de confitures et de vins ont également été réduites et des diminutions mises en vigueur pour les établissements militaires. Dans le deuxième trimestre de 1946, les contingentements des usagers industriels ont été augmentés de 10 p.c. de la consommation de 1941. Les usagers soumis à des contingentements, comme les hôtels et les restaurants, ont aussi subi une réduction assez considérable en 1945.

Conserves.—Aucun changement n'a été apporté au rationnement des conserves. A compter du premier janvier 1946, le rationnement du sucre et celui des conserves ont été réunis sous un seul système. En vertu de ce système, un même coupon peut permettre l'acquisition de sucre ou de conserves, alors qu'antérieurement les coupons de sucre ne pouvaient être utilisés pour les conserves. La ration de sucre et de conserves du consommateur est demeurée à environ le même niveau que celui des sept derniers mois de 1945.

Textiles.—Il y a eu peu d'amélioration dans la situation des textiles en 1945. La demande domestique considérable augmentée par les exigences du personnel licencié des services armés a plus que contre-balancé la diminution des besoins militaires. Les importations de tissus de coton et de laine peignée ont été sérieusement restreintes en 1945 et, bien que l'on se soit efforcé d'augmenter la production domestique des filés et tissus, les approvisionnements globaux en textiles ont été moins considérables en 1945 qu'en 1944. Il était donc nécessaire que les matières premières et la puissance de rendement fussent orientées vers les genres de production les plus essentiels et cela s'est fait par l'entremise de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre en vertu du système des "directives de production".

Production dirigée.—En 1943 et 1944, la Commission des prix avait fixé des conditions pour la production de certains vêtements essentiels, réparti la production requise parmi les manufacturiers et aidé ces manufacturiers à obtenir les matières premières et la main-d'œuvre nécessaires. En 1945, ce système a été étendu à presque tous les vêtements essentiels. Comme un programme si vaste absorbait la majeure partie d'un certain nombre de tissus, la régie a dû s'étendre à la production et à la distribution des tissus. Le rendement des fabriques de vêtements devait être proportionnellement le même qu'en 1942 dans chaque échelle de prix. Des mesures ont été prises pour que les tissus des échelles exigées soient produits et distribués.

Le programme de directives a trouvé son application la plus complète dans le domaine des tissus de laine. Au début de 1945, des directives étaient adressées aux tisserands demandant la production de contingentements déterminés de tous les